

Politique de mobilité durable – 2030

**Plusieurs organisations s’inquiètent de l’abandon de la mobilité durable
par le gouvernement du Québec**

Montréal, le 14 avril 2025 – Plusieurs organisations membres du comité de concertation de la politique de mobilité durable du gouvernement du Québec et d'autres organismes en aménagement du territoire s'inquiètent de l'abandon des travaux visant à renouveler le plan d'action de la Politique de mobilité durable (PMD). Pour ces 15 groupes, **ne pas adopter un nouveau plan d'action pour cette Politique consisterait à abandonner la mobilité durable**. Des dizaines de rencontres et des centaines d'heures ont été consacrées à ce chantier collaboratif mené par le ministère des Transports avec la participation d'un comité rassemblant une vingtaine d'organisations qui devait mener ce printemps à l'adoption d'un nouveau plan d'action pour la période 2024 à 2030.

« Depuis son adoption en 2018, la PMD constitue un levier stratégique et essentiel pour la mobilité des personnes et des marchandises permettant ainsi de soutenir l'économie, l'inclusion, l'aménagement du territoire et la transition énergétique. Le retard actuel dans le renouvellement de la PMD met en péril des années d'efforts collectifs pour doter le Québec d'un système de transport performant, accessible et sécuritaire, au service de l'ensemble de la population québécoise. Son abandon représenterait un recul en matière de mobilité durable au Québec. », **déclarent les organisations rassemblées.**

Cela fait déjà **plus d'un an que le plan d'action précédent est échu**. À l'heure où les défis de mobilité sont plus importants que jamais, la population et les entreprises du Québec s'attendent à ce que le gouvernement se dote d'une stratégie et d'une vision claires pour y répondre, dans une perspective d'intermodalité et de mobilité durable. Il y a un consensus des différents secteurs de la mobilité autour de la Politique de mobilité durable, il est donc nécessaire de se doter rapidement d'un plan d'action renouvelé pour agir en cohérence avec les engagements du gouvernement et les défis actuels. La [demande de la population](#) pour des alternatives de transport est très forte.

Des impacts économiques concrets dans un contexte de turbulence

Les organisations rappellent qu'[investir dans la mobilité durable, c'est investir dans l'économie](#) et la prospérité du Québec en misant sur des emplois et des équipements locaux dans le secteur du transport décarboné et intelligent, déjà bien implanté au Québec, en développant de l'expertise et en améliorant la productivité des employé.e.s. Dans un contexte de turbulence économique, investir dans le développement et la fabrication de solutions de transport à faible empreinte carbone conçues localement constitue un levier pour assurer la croissance durable et la prospérité économique du Québec.

Sans une Politique de mobilité durable forte, les dépenses en transport continueront de représenter une part toujours plus grande du budget moyen des ménages (17 % en 2024, dont 3/4 environ sont liés à la possession d'un véhicule personnel) et les coûts de la congestion atteindront des niveaux records (de [6 milliards de \\$](#) pour le Grand Montréal seulement en 2023 et à 10 milliards de \$ en 2030 en cas de statu quo).

Les organisations continuent donc de tendre la main pour contribuer à l'adoption d'un plan d'action renouvelé et ambitieux. Un gouvernement du Québec responsable ne peut pas se passer d'un plan de mobilité durable.

Les personnes suivantes joignent leur voix*:

- Sandrine Cabana-Degani, directrice générale, **Piétons Québec**
- Mathieu St-Pierre, Président-directeur général, **Société de développement économique du Saint-Laurent**
- André Lavoie, Président de l'**Association des transports collectifs ruraux du Québec**
- Louis-Philippe Allard, directeur général, **CargoM**
- Marie-Claude Perreault, présidente et cheffe de la direction par intérim du **Conseil du patronat du Québec**
- Alizée Cauchon, directrice adjointe des relations gouvernementales, **Équiterre**
- Véronique Proulx, Présidente-directrice générale, **Fédération des chambres de commerce du Québec**
- Nathalie Prud'homme, présidente de l'**Ordre des urbanistes du Québec**
- Martin Vaillancourt, directeur général, **Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec**
- Patrick Robert-Meunier, président du CA du **Réseau des centres d'expertise en mobilité**
- Philippe Jacques, co-directeur général et porte-parole, **Trajectoire Québec**
- Samuel Pagé-Plouffe, coordonnateur, **Alliance TRANSIT**
- Florence Junca Adenot, professeure, **UQAM**
- Jean-François Rheault, Président-directeur général, **Vélo Québec**
- Christian Savard, directeur général, **Vivre en Ville**

*À noter: Les organisations qui joignent leur voix s'expriment en leur nom individuel, pas au nom du comité qui conseille le gouvernement.

Renseignements

Thalie Labonté
514-893-7998
info@transitquebec.org